N°837 ■ Juin 2025

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

1er trimestre 2025

Agence de Mayotte

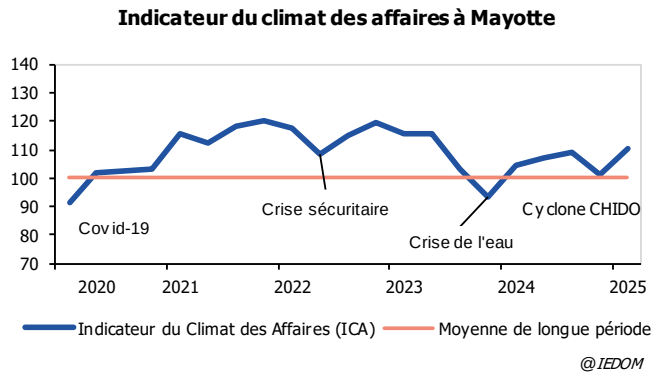
Après un quatrième trimestre marqué par le passage du cyclone CHIDO et une année 2025 débutée par la tempête Dikeledi, une reprise lente et progressive de l'activité économique est constatée au premier trimestre 2025.

L'ICA est en hausse et positionné à 110,3 points, porté essentiellement par des anticipations optimistes en termes d'activité et des prévisions d'investissement. La période post-Chido, marquée par la nécessaire réparation des dégats, est particulièrement favorable à ces anticipations optimistes.

La consommation des ménages se relance et concerne tout type de biens.

Une activité économique portée par l'urgence post-cyclonique

Un climat des affaires porté par les nécessaires travaux de réparation

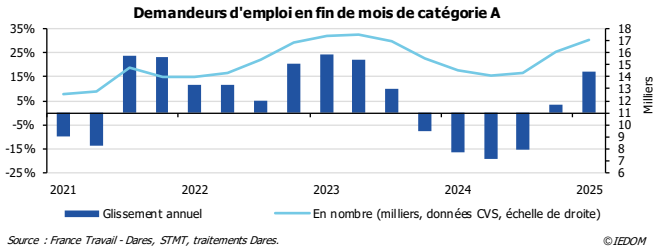


Au premier trimestre 2025, trois mois après le passage du cyclone Chido, le climat des affaires sur le territoire semble s'appuyer sur les nécessaires travaux de réparation pour remettre en route l'activité. Après une chute de 7,3 points au dernier trimestre, conséquence immédiate du cyclone, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse de 8,4 points et s'établit à 110,3 points. Cette évolution s'explique exclusivement par des anticipations d'activité et d'investissements plus favorables.

La nécessité de renouveler les matériels et l'appareil productif et des carnets de commande remplis induisent un niveau de prévisions d'investissement élevé pour l'ensemble des secteurs d'activité. 54% des entreprises prévoient d'investir dans les 12 prochains mois et pour la grande majorité d'entre elles, l'objectif premier est de retrouver les outils de production détruits.

Sur ce trimestre, l'activité économique est particulièrement portée par les secteurs du commerce et des services marchands.

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse chez les plus jeunes

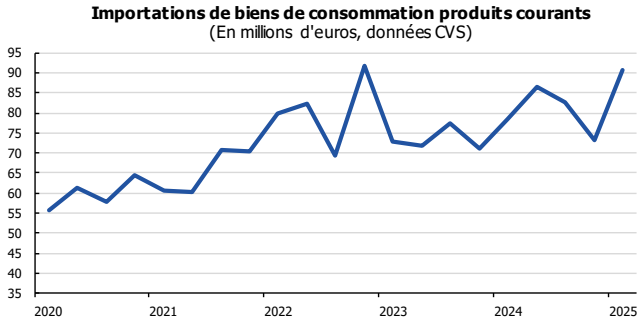


Au premier trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) progresse de 6,1 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. D'un point de vue générationnel, seuls les -25 ans sont concernés (+29,5 %), quand les demandeurs de 25 à 49 ans et de 50 ans et plus sont en baisse (respectivement -9,1 % et -4,4 %).

En glissement annuel, la hausse des DEFM A chez les moins de 25 ans est encore plus marquée (+51,5 %) et tire à elle seule la hausse générale (+17,3 %). Le nombre de demandeurs de 25 à 49 ans et de plus de 50 ans reste stable (respectivement +0,3 % et -0,2 %).

La mise en place du dispositif d'activité partielle et de probables défauts de déclarations, l'impact du cyclone Chido sur l'emploi rend difficile l'interprétation de ces données.

Une consommation des ménages redynamisée ?



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM *@IEDOM*

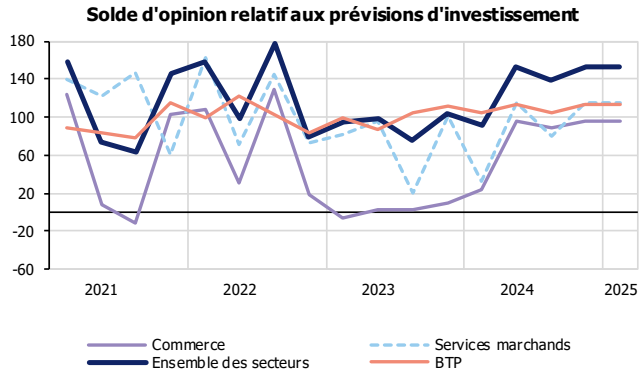
La consommation des ménages semble reprendre au premier trimestre 2025.

Les importations de produits courants et des produits d'équipement du foyer sont en augmentation de respectivement 24 % et 27 %. Les crédits à la consommation progressent également (+4,6 %). La nécessité de renouveler les biens d'équipement détruits couplée à la période de ramadan sont autant de facteurs qui pourraient expliquer ce rebond de la consommation.

Sur les douze derniers mois, ces tendances se confirment. Les importations de produits courants et de biens d'équipement progressent de 37,2 % et de 11,7 % respectivement.

Les crédits à la consommation enregistrent une hausse de 6,2 % sur un an.

Des intentions d'investir renforcées



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, donneés CVS *@IEDOM*

S'agissant de l'investissement des entreprises, en valeur, les importations de biens d'investissement progressent (+27%). En revanche, l'encours bancaire des crédits d'investissement recule (-7,2 %)

En glissement annuel, la même tendance est constatée avec des importations de biens d'investissement en hausse (+30,4 %) alors que l'encours bancaire des crédits d'investissement est en baisse de 3 %.

Les prévisions d'investissement à un an sont quant à elles, très largement favorables, notamment du fait du besoin de procéder au remplacement des outils de production endommagés par le cyclone.

Ainsi, 76 % de ces derniers, indiquent qu'il s'agit, dans un premier temps, d'investissement de renouvellement.

Un niveau d'importations qui remonte

Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM *@IEDOM*

Après deux trimestres consécutifs de baisse, les importations remontent au premier trimestre 2025 (+22,8 % en valeur par rapport au trimestre précédent, après -13,8 % et -8,1 %). Tous les grands postes d'importation contribuent à cette hausse. Les importations d'énergie augmentent drastiquement (+73,5 % en valeur et +93 % en volume). Suivent les importations de biens d'équipement du foyer (+27 % en valeur), de biens d'investissement (+27 %), de produits courants (+24 %) et de biens intermédiaires (+22 %).

En glissement annuel, les importations augmentent de 28,4 %.

La hausse des importations bénéficie notamment de la remise en état du port, qui fonctionnait en mode dégradé depuis le passage du cyclone Chido.

Les exportations augmentent de 23,3 % sur le trimestre et reculent de 3,3 % sur un an. Celles-ci demeurent très faibles au regard des importations, le taux de couverture étant de 1,3 %.

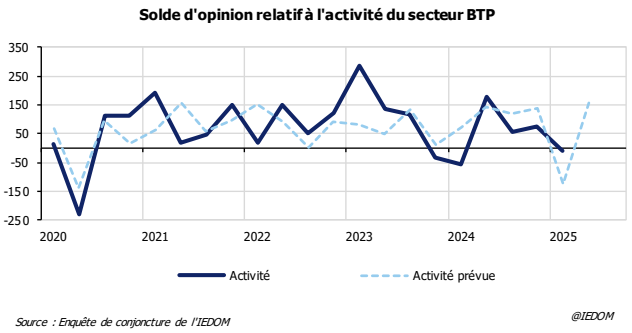
Une reprise économique sectorielle amorcée mais hétérogène

L'activité globale affiche une évolution positive au premier trimestre 2025, notamment grâce à des prévisions d'investissement positives et à des carnets de commandes pleins. L'activité est portée principalement par le secteur du commerce et dans une moindre mesure par les services marchands. Les deux secteurs profitent d'une reprise immédiate de leur activité sur l'île après un quatrième trimestre marqué par le passage du cyclone Chido.

Les entreprises indiquent des délais de paiement qui s'amélioreraient bien que les niveaux de trésorerie soient faibles dans tous les secteurs.

Pour le deuxième trimestre 2025, les perspectives semblent indiquer une activité qui continue de progresser et des effectifs en hausse.

Un secteur de la construction qui peine à reprendre



Le secteur du BTP devait bénéficier de la reconstruction annoncée du territoire. Toutefois, l'activité du secteur connait un fléchissement au premier trimestre 2025, bien que les carnets de commandes demeurent remplis. Les trésoreries des entreprises du secteur sont à un niveau très faible et les charges d'exploitation accusent une forte hausse. Cette hausse serait imputable, en grande majorité, au fait que les entreprises doivent avancer les frais de réparation de leur outil productif en attendant une prise en charge par les compagnies d'assurance.

Pour le deuxième trimestre 2025, les professionnels de la construction espèrent une augmentation de l'activité et anticipent une poursuite des recrutements. Toutefois, aucune amélioration des délais de paiement et du niveau de trésorerie n'est attendue.

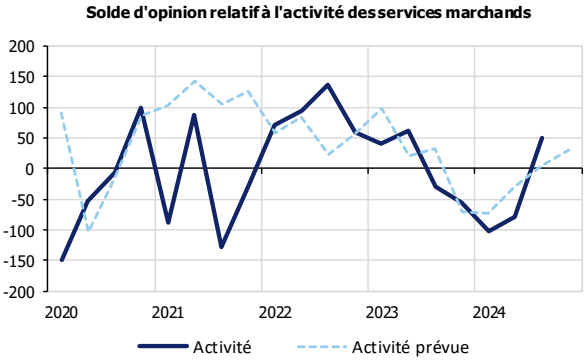
Rebond de l'activité commerciale

Les anticipations négatives pour le premier trimestre ne se sont pas vérifiées. Le secteur rebondit et affiche une activité en hausse pour la première fois en presque deux ans. Les chefs d'entreprises annoncent des investissements malgré des charges toujours en hausse et des effectifs qui continuent de baisser.

Conséquence de cette évolution positive, les stocks de produits finis sont en baisse et les délais de paiement s'améliorent.

Pour le trimestre prochain, les chefs d'entreprise anticipent une activité toujours en hausse.

Un trimestre convenable pour les services marchands



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les professionnels du secteur interrogés par l'IEDOM indiquent une activité qui progresse au premier trimestre 2025. En revanche, bien que les prix pratiqués et les délais de paiement se soient améliorés, les entreprises du secteur enregistrent des niveaux de trésoreries très détériorés.

Pour le deuxième trimestre de l'année, l'activité demeurerait convenable. En revanche, les trésoreries resteront dégradées et les charges d'exploitation continueront de peser fortement sur les entreprises.

Conjoncture régionale : Croissances économiques et défis inflationnistes contrastés

À **Madagascar**, selon la Banque centrale, la croissance économique est estimée à 4,5 % en 2025. L'inflation reste élevée, atteignant 8,4 % en mars 2025, en hausse par rapport à l'année précédente, principalement en raison de la hausse des prix du riz, des produits importés et de l'énergie, ce qui a conduit la Banque centrale à relever son taux directeur à 12 %.

À **Maurice**, la Banque Centrale prévoit une croissance du PIB réel comprise entre 3,0 % et 3,5 % pour 2025. L'inflation a significativement diminué et s'est établie à 2,5 % en mars 2025 en glissement annuel, son niveau le plus bas depuis juin 2021. Toutefois, la Banque prévoit une hausse de l'inflation globale dans les mois à venir, qui devrait converger vers 3,5 %. En conséquence, le Comité de politique monétaire a décidé de relever le taux directeur de 50 points de base, à 4,50 %. Le taux de chômage continue de baisser et s'établit à 6,8 %.

En **Afrique du Sud**, la croissance économique est restée faible en 2024, avec un PIB réel en hausse de 0,6 % (0,7 % en 2023), tirée principalement par le secteur tertiaire, tandis que les secteurs primaire et secondaire restent en deçà de leur niveau pré-pandémie. L'inflation a augmenté à 3,2 % en février 2025 en raison d'une hausse des prix du carburant. Le taux de chômage a légèrement reculé, passant de 32,1 % au 3e trimestre à 31,9 % au 4e trimestre 2024. Néanmoins, le chômage de longue durée demeure très élevé et concerne 77,7 % des chômeurs.

Aux **Seychelles**, en février 2025, l'inflation s'établit à 0,6 % en glissement annuel. Dans ce contexte, la Banque centrale seychelloise maintient son taux directeur à 1,75 % pour le 2e trimestre 2025. En février 2025, la fréquentation touristique continue de reculer sur l'année (-1,6 %) mais reste néanmoins en progression (+6,7 %) par rapport à décembre 2024.

Aux **Comores**, au 4e trimestre 2024, les prix à la consommation sont en baisse par rapport au trimestre précédent (-1,9 %). La Banque Centrale des Comores a ainsi maintenu son taux d'intérêt inchangé (TSAO à 3 %). Les échanges extérieurs sont en hausse de 9,3 %, portés par une augmentation de 12 % des importations de biens. La baisse des exportations (-32 %) creuse le déficit commercial (-44,6 milliards FC).

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

Conjoncture internationale : Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le **FMI** maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revues à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance **américaine** sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2, 7% et 2, 1% en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En **zone euro**, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaitre une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En **France**, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contrecoup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0, 7%, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1, 2%.

L'économie **japonaise** souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Florence MAR PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : A. CAMPS BRES, N. OUMOURI